

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 135

5 DECEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

Gouvernement et révisionnistes du P«C»F complices !

A BAS LES BRISEURS DE GREVE !

Deux événements cette semaine doivent retenir l'attention de tous les travailleurs et leur rappeler qu'il ne saurait y avoir de succès dans la lutte contre la bourgeoisie, sans lutter contre les faux-communistes, les révisionnistes modernes, sans les démasquer. Il s'agit à la fois de la fin de la grève dans les PTT et de la venue à Paris du chef du social-impérialisme soviétique Léonid Brejnev !

Ce lundi matin, les derniers centres, en grève depuis plus de six semaines, ont repris le travail sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications les plus fondamentales: 1700 F minimum, 200 F d'augmentation mensuelle pour tous, titularisation des auxiliaires, embauche... Ces revendications n'ont pas été satisfaites alors que toutes les conditions pour les faire aboutir étaient réunies: large et puissante mobilisation des postiers, début de mouvement sur ces revendications dans d'autres secteurs du «service public», popularité de la grève dans les entreprises, importantes manifestations le 19, les plus importantes depuis mai 68... Tout cela montre qu'un puissant mouvement d'ensemble des travailleurs sur ces revendications était possible, qu'il était possible de construire un rapport de force capable de faire reculer la bourgeoisie. Il n'en a rien été.

Pourquoi? Qui sont les responsables? On ne peut s'abriter à tout instant, comme le fait le P«C»F, derrière l'intransigeance de la bourgeoisie et son refus de négocier. Parce que justement, et tous les postiers le sentaient bien, il était possible par la mobilisation, par l'élargissement de la lutte, en faisant converger les différentes luttes que les travailleurs menaient, et aspiraient à mener, il était possible de briser l'intransigeance du gouvernement, de faire reculer la bourgeoisie!

En fait, ceux qui s'abritent derrière ces arguments, ceux qui nient la force qu'avait acquise le mouvement de grève, ce sont eux les briseurs de grève, ce sont eux les responsables de l'échec des postiers, c'est à eux qu'il faut demander les comptes.

En épuisant les cheminots dans des mouvements limités et sur des mots d'ordre (1500 F, refonte de la grille hiérarchique) éloignées de leurs véritables revendications; en

empêchant les délégations de solidarité entre postiers, entre postiers et hospitaliers ou cheminots... alors que les travailleurs voulaient les multiplier; en laissant sans perspective aucune tout le mouvement au lendemain de la journée du 19; en préparant une journée d'action enterrement le 26, sans les usines et sans propositions; en manœuvrant centre par centre pour proposer la reprise... ceux qui dirigeaient la grève ont tout fait pour que la lutte ne s'élargisse pas, pour que les mouvements des travailleurs des différents secteurs ne se rencontrent pas, pour que les postiers se découragent et faute de perspectives progressivement reprennent le travail...

Il apparaît aujourd'hui clairement aux travailleurs que c'est la confédération CGT qui porte l'essentiel des responsabilités du sabotage de la grève, les réformistes de la CFDT étant trop faiblement implantés pour avoir pu peser sur le cours de la lutte, et les agents de Bergeron n'ayant guère eu d'influence sur les postiers, même syndiqués à FO, contrairement à ce que laissent entendre les multiples attaques de diversion lancées par la CGT en direction de FO!

Ainsi voilà tous les travailleurs, et pas seulement les postiers, prévenus: au moment où ils se dressent contre la bourgeoisie pour refuser sa politique de crise, ils trouvent sur leur chemin, complices de Chirac, Lelong et autres, les révisionnistes du P«C»F qui accaparent la direction de la confédération CGT. Quand ils refusent le chantage à la crise, la campagne de dramatisation et la collaboration de classe qu'elle appelle, les travailleurs trouvent sur leur chemin, les gens du P«C»F écrivant lettre sur lettre au gouvernement pour réclamer un compromis acceptable, s'affirmant prêts à des concessions, et finalement appelant les travailleurs à la reprise sans qu'ils aient obtenu satisfaction.

Ces gens-là ont beau multiplier les déclarations hypocrites comme quoi ils ne sont pas prêts à venir au gouvernement pour gérer les affaires de la bourgeoisie, dans la vie, dans les luttes quotidiennes, ils se comportent exactement de cette manière-là, profitant de leur influence chez les travailleurs pour leur imposer des

SUITE PAGE 2

SOMMAIRE :

- p 3 : les mineurs du Nord
face à la politique de crise
- p 4.5 : la lutte dans
les hôpitaux
- p 6 : Peugeot-Citroën, une "aide"
de plus d'1 milliard et demi,
payée par les travailleurs
- p 7 : la loi sur l'avortement :
une manœuvre politique
- p 8 : Albanie,
30 ans d'édification du socialisme
30 ans de lutte contre le
révisionnisme

BREJNEV, A LA PORTE

page 7

Editorial-Suite de la page 1

solutions auxquelles ils sont opposés. Derrière le sabotage de la grève des PTT se profile toute la volonté du P.C.F. de ne pas aggraver les difficultés de la bourgeoisie, de ralentir et éteindre la volonté des travailleurs d'en finir avec la politique de crise de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, les revendications restent. De nouvelles vagues de lutte se préparent et avec elles de nouveaux affrontements avec les révisionnistes. La condition pour qu'elles aboutissent, c'est que les travailleurs tirent les leçons de la grève des postiers, rejettent le révisionnisme, rejettent la perspective mystificatrice du programme commun, d'une victoire électorale de l'union de la «gauche»; rejeter le révisionnisme, c'est la condition pour que les aspirations de la classe ouvrière à une autre société, au socialisme, se matérialisent en une force capable de vaincre la bourgeoisie.

Jeudi 5 décembre, Brejnev vient à Paris. En arrivant le chef de file du social-impérialisme soviétique qui est aussi le chef du parti révisionniste d'URSS, se présente comme un apôtre de la paix, de la coexistence pacifique, de la détente et de la coopération. Nombre de travailleurs savent déjà que, contrairement à ce que raconte le P.C.F., en URSS ce n'est pas, ce n'est plus le socialisme. Les travailleurs en URSS ne sont plus maîtres des usines, de la production et de l'organisation de la société, une nouvelle bourgeoisie s'est installée qui organise le chômage, l'intensification du travail, la déportation de main d'œuvre, qui réprime les minorités nationales des provinces non-russes... La loi du profit a été rétablie, la restauration du capitalisme en URSS sert maintenant de repoussoir aux travailleurs de notre pays qui aspirent au socialisme.

Mais l'URSS n'est pas seulement un pays où le capitalisme a été restauré. C'est devenu, sous l'impulsion de la politique du parti révisionniste d'Union Soviétique, un pays impérialiste. Maintenant l'URSS opprime et même occupe militairement comme en Tchécoslovaquie, les pays d'Europe de l'Est, tente de piller les richesses des pays du Tiers-Monde, de l'Inde, du Moyen-Orient... jette sur les mers sa flotte agressive, exerce des pressions pour tenter d'obtenir des droits de mouillage...

L'URSS est aujourd'hui devenue une des deux superpuissances, qui rivalise avec l'impérialisme

américain, tentant de se partager le monde avec lui. La collusion des deux superpuissances pour tenter de placer les peuples des autres pays sous leur domination, leur rivalité sont sources de danger de guerre pour tous les peuples du monde. L'Europe est un enjeu important de cette rivalité, entre autres par le potentiel économique et le marché qu'elle représente. Chacune des deux superpuissances masse ainsi en Europe ou à ses portes des forces militaires de plus en plus importantes, tente, dans une course sans fin d'instaurer un rapport de force chacune en sa faveur.

La «coexistence pacifique» de M. Brejnev, défendue et encensée par le P.C.F. n'est rien d'autre qu'une série d'agressions, de menaces d'agression, d'actes de rapine et de pillage contre les peuples du monde. Même si aujourd'hui les nouveaux tsars du Kremlin réussissent encore, en se parant du passé glorieux de l'Union Soviétique, premier Etat socialiste, fer de lance de la résistance contre l'impérialisme allemand et de son écrasement pendant la guerre, à tromper et faire illusion, les travailleurs de notre pays doivent être vigilants, et soutenir les peuples qui luttent contre lui. Dans leur lutte pour faire la Révolution et abattre leur ennemi principal l'impérialisme français, les travailleurs doivent rester vigilants à l'égard des manœuvres du social-impérialisme en Europe.

Ainsi, en ces deux occasions, le révisionnisme moderne apparaît pour ce qu'il est. En France, le P.C.F. est un précieux auxiliaire de la bourgeoisie pour imposer sa politique de crise, véritable agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. En URSS, le faux parti «communiste» d'Union Soviétique cache sous le nom de politique socialiste, de politique de coexistence pacifique... une politique d'agression, de pillage et de menace contre les peuples du monde. La lutte pour la Révolution dans notre pays comme dans le monde ne peut déboucher que par une lutte acharnée contre ces faux-communistes, leur ligne et les fausses perspectives qu'ils offrent. L'édification du parti révolutionnaire, capable d'élaborer une ligne pour la révolution, et de guider les masses vers cet objectif ne peut se faire avec succès qu'au prix de cette lutte. C'est cette voie que suit notre Parti.

Marc ANDRE.

Pas de perspectives nouvelles depuis sa campagne électorale

«Je sais que vous avez besoin d'explications, et puisque vous avez besoin d'explications, je viendrai vous les apporter tous les mois, et, puisque ce sera l'hiver, je vous les apporterai au coin du feu»; mardi dernier, Giscard d'Estaing s'adressait au pays.

Ah! que d'explications, que de choses nouvelles! Par exemple, les difficultés françaises ont une raison bien simple: «l'augmentation massive des prix de l'énergie, et notamment du pétrole» et il est important que nous le comprenions et le sachions, a ajouté Giscard d'Estaing, parce qu'en France, nous sommes des gens «instruits». «La hausse des prix du pétrole a calculé le président, tout se passe comme si la France avait à payer à l'étranger... un impôt de 35 milliards de francs, ce qui représente environ 2000 F pour chaque foyer français». Autrement dit, les pays arabes prennent 2000 F à chaque foyer français. L'argument est d'un neuf éclatant! Des pays qui refusent que l'on pille leurs richesses naturelles sont l'éternelle source de nos malheurs, mais les grandes compagnies pétrolières et le fisc français ne sont pas en cause. Pour faire face, le président de la République renouvelle son appel aux sacrifices de «tous les français», à l'effort de production et d'exportation. Là encore, les travailleurs avaient sans aucun doute grand besoin de ces explications.

Mais Giscard d'Estaing a apporté des explications sur les mesures qu'il prend pour remédier à la situation. Contre la hausse des prix, les dernières mesures sont les suivantes: «il faut d'abord en finir le plus rapidement possible avec l'inflation. Le gouvernement s'efforce méthodiquement d'y parvenir à ma demande. C'est une tâche dure et difficile.»

Quant aux mesures pour «maintenir l'emploi» que Giscard d'Estaing nous a expliqué, il y a surtout: «une garantie de salaire de 12 mois» pour les travailleurs licenciés collectivement. En prévision des futurs licenciements et du développement du chômage, «le gouvernement fera le nécessaire à temps pour nous protéger du chômage», a-t-il précisé. Voilà comment il entend la protection. Il y a aussi les sommes énormes (peut-être 1,5 milliards) que l'Etat va verser aux grandes sociétés de l'automobile: Peugeot et Citroën. Ce cadeau aux capitalistes pour moderniser leur production et accroître l'exploitation de leurs ouvriers avec le licenciement à la clé de 2500 travailleurs actuellement est, selon Giscard d'Estaing... un excellent moyen de lutte contre le chômage.

Pour répondre aux «besoins d'explications», notons que Giscard d'Estaing ne craint pas de contredire ses ministres et lui-même. Alors que depuis plusieurs mois, la bourgeoisie ne manque pas une occasion pour nous dire que nous allons à la catastrophe, que la crise de 29 est pour demain matin, et qu'une telle situation exige de se serrer les coudes, voilà Giscard d'Estaing qui nous déclare mardi: «Il faut bien voir que nous ne sommes pas dans une situation de grandes crises, de grandes dépressions où l'on pouvait craindre une chute massive de la production.»

Plutôt que d'explications, on appelle ça souffler le froid et le chaud. Faire le chantage à la crise est bien utile à la bourgeoisie, mais il faut aussi de temps en temps éclaircir le tableau, non seulement parce que l'augmentation prodigieuse des profits réalisés par les grandes sociétés capitalistes laisse sceptique sur la crise économique mais aussi pour montrer qu'il existe une marge de manœuvre qui permettrait au régime actuel de résoudre les grands problèmes du pays.

Giscard d'Estaing a tenu à faire, mardi, cette confidence: «profondément, pour moi, tous les Français sont les mêmes: ingénieurs et éboueurs, manuels et intellectuels, parisiens et provinciaux...» Tout ceci ne l'a pas empêché «d'oublier», dans son discours, les centaines de milliers de postiers en lutte, les dizaines de milliers d'hospitaliers, les autres catégories de la fonction publique, y compris les éboueurs, les 400 000 travailleurs dans la rue à Paris, le 19, des centaines de milliers d'autres en grève, se battant sur des revendications communes à des millions de travailleurs, telles que les 1700 F minimum et les 200 F pour tous, en un mot le refus qui s'est exprimé de la politique de crise et d'austérité de la bourgeoisie. En guise d'«explication», cet «oubli» est un tour de force. Giscard d'Estaing n'a retenu de la journée du 19 que ceci: elle «n'a pas été conforme aux espoirs de ceux qui vous y appelaient... Je me suis dit que vous ne vouliez pas aggraver les difficultés actuelles de l'économie française». En s'en tenant à de telles «explications», Giscard d'Estaing risque fort de déchanter, sans même attendre de longs mois au coin du feu. Car ce ne sont pas des discours de ce genre, parfaitement creux, des discours qui ne font que ressasser depuis plus de 6 mois, les mêmes choses que celles contenues dans les déclarations de la campagne présidentielle, qui risquent de paralyser le combat anti-capitaliste des travailleurs.

LES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES POUR FAIRE REPRENDRE LE TRAVAIL

Paris-Brune

Vendredi 29 à Paris-Brune, la combativité était encore très forte même après la journée bidon du 26, faite pour enterrer le mouvement. C'est pourquoi dès le début, l'AG s'annonce houleuse; le délégué CGT qui a été chargé d'avancer l'idée de la reprise on ne l'a jamais vu pendant la grève; c'est celui, disent les postiers, «qu'ils envoient toujours à la fin pour faire reprendre!». Il commence par brosser un tableau «dramatique» de l'isolement progressif des derniers postiers en grève «Le rapport de force ayant changé, face à cette situation nouvelle est-ce qu'il ne faut pas organiser un vote pour maintenir notre unité, éviter l'effritement, éviter qu'on reprenne les uns après les autres chacun dans son coin». Mais les gars ont compris: ils sont très sensibles à l'isolement de leur grève mais ils refusent l'idée du vote; ce qu'ils

réclament c'est des propositions. «Que faire» dit maladroitement le porte-parole CGT. Mais alors une seule réponse retentit scandée massivement dans le grand hall d'entrée de Brune «On continue» et «Nous voulons, nous aurons satisfaction». Une déléguée CGT rappelle à ce moment à ses camarades «que reprendre sur une défaite c'est toujours s'attirer la répression, que déjà il y aurait des menaces de licenciement». Jusqu'à la fin le «porte-parole» de la confédération n'aura plus qu'à expliquer (comme il peut) qu'on ne l'a pas compris, ce qu'il voulait ce n'est pas faire voter la reprise mais organiser démocratiquement la discussion à la base! L'AG se termine. Des groupes se forment; la discussion est passionnée; tous ont compris la manœuvre. A la sortie, les camarades du PCR distribuent un tract expliquant qui sont les responsables de l'isolement de la grève. Autour de nous, la discussion s'engage. Des adhérents du P.C.F. reconnaissent qu'il y a eu des «bavures». Nous, on explique que justement, ce ne sont pas des «bavures» mais une manœuvre consciente organisée au niveau confédéral pour saboter le mouvement. Quand on parle des manœuvres politiques du P.C.F. dans sa querelle avec le PS, ils écoutent avec attention; c'est ce moment que choisissent trois révisionnistes notoires de Brune pour nous foncer dessus à coups de pied. Les travailleurs, dont des militants du P.C.F. s'interposent en disant: «Ces gens là, vraiment, ils n'ont pas d'arguments valables, pas plus devant les travailleurs que devant «les gauchistes»!». A la cantine, notre tract sera lu et discuté.

Paris-Chèques

Jeudi après-midi, aux Chèques, boulevard de Vaugirard, les travailleuses ont voté la reprise. A dix voix de majorité! La CGT largement majoritaire chez les syndiquées avait proposé un vote à bulletin secret. Mais les centaines de travailleuses réunies ont refusé et opté pour un vote à mains levées, estimant que les travailleurs entre eux n'ont pas à cacher leur point de vue. Jusqu'au bout, les employées de Paris-Chèques ont lutté avec détermination. La veille du vote, mercredi, malgré la police envoyée en force, elles avaient encore manifesté à la direction. «Celles qui ont voté la reprise aujourd'hui étaient aussi combattives que nous», nous ont dit des travailleuses qui avaient voté pour la continuation, «certaines parlaient encore, voici quelques jours, de la nécessité d'organiser de nouvelles actions, des manifestations de rue, mais, avec l'absence d'initiative des syndicats, elles ne voyaient plus où ça allait.»

Il n'y a jamais eu de démocratie dans le déroulement de la grève, dit-on ici et d'ajouter, exprimant comment cela était ressenti à travers les problèmes spécifiques des femmes: «Les syndicats n'ont pas aidé à résoudre des problèmes pourtant importants tels que la garde des gosses, qui obligeait beaucoup d'employées à rester chez elles durant la grève». L'affirmation des responsables cégétistes: «nous continuerons la lutte sous d'autres formes» est assez mal accueillie: «c'est un refrain connu pour masquer la réalité de l'échec et les responsabilités. Pas plus que FO, la direction de la CGT ne voulait l'extension du mouvement.» Aux chèques de la rue Bourseul, la reprise est votée également à quelques

voix de majorité. Un responsable de la CGT sur le centre qui déclare: «il faut savoir arrêter une grève» est pris à partie par de jeunes employées. Certaines réagissent: «ce n'est pas maintenant que je vais prendre ma carte au syndicat». Des postiers du centre de tri voisin soulignent: «il aurait fallu organiser des actions sur la lancée du 19, mais, à la direction des syndicats, on n'a rien voulu faire dans ce sens.»

C'est la même idée qu'on retrouvait jeudi soir, au moment du vote, à la gare de l'Est: «Depuis le 19, on a vu que les syndicats avaient décidé de faire reprendre. La preuve: toutes les réunions qui ont eu lieu ici depuis cette date tournaient en rond, jamais rien de précis n'en sortait». Mercredi soir, c'était très clair: après des interventions diverses pour meubler, telles que celle de F.O. appelant les postiers «à faire des dons du sang», on finissait par parler de la grève: «camarades, vous savez, il y a un mouvement de reprise très net en province et même dans la région parisienne. Mais les centres de tri tiennent toujours bon. C'est à vous de décider, l'intersyndicale vous suivra,

c'est la démocratie». Puis le lendemain, la CGT, au nom de l'intersyndicale: «Toute la province a décidé la reprise. Le PLM aussi. Mieux vaut reprendre dans l'unité que par petits groupes. C'est à vous de décider. Quelle que soit votre décision, l'intersyndicale vous suivra».

A peine démagogique! Lors du vote, plus de 200 postiers se regroupent aux cris de: «Ce n'est qu'un début, continuons le combat!» on chante «Aux PTT, on en a marre d'être exploités...» la combativité reste intacte. On discute ferme: «on avait le sentiment que les directions syndicales réglaient les questions en dehors de nous.»

Cette remarque, expression à la fois de la volonté de démocratie dans la conduite de la lutte et de rejet des magouilles révisionnistes et réformistes, nous l'avons souvent rencontrée. Certains accusent: «le PCF a encore cassé la grève comme en 68: «nous sommes isolés, c'est foutu, il faut reprendre.» FO a été un bon prétexte. Les possibilités d'élargissement de la lutte qui existaient le 19 n'ont pas été exploitées.»

La justice? Non, LEUR justice

M et Mme DEWEVRE, les parents de la jeune fille assassinée à BRUAY EN ARTOIS, ont édité une brochure concernant leur affaire:

La justice? Non, leur justice. Cette brochure, ils l'ont écrite eux-mêmes, en assurant eux-seuls la publication. Vous ne la trouverez pas dans les librairies parce qu'ils n'ont pas de réseau de distribution. Elle est vendue au prix de 6 F. Pour commander cette brochure ou envoyer votre opinion, écrire à: M et Mme DEWEVRE 16, rue de la Comté 62700 Bruay-en-Artois

Corr. 14ème:

FRONT ROUGE à 2 FRANCS

A partir de ce numéro, FRONT ROUGE coûtera 2 francs. En octobre, au moment où de nombreux journaux augmentaient leurs prix, nous avons décidé de ne pas suivre cette hausse, pour ne pas imposer de nouvelles dépenses à nos lecteurs. Aujourd'hui, il n'est plus possible de reculer cette décision.

Pour ne prendre qu'un exemple: en 6 mois, le prix du papier a augmenté de près de 20%, et il est prévu une nouvelle hausse de 15% en janvier. Or le papier représente une part des plus importantes du coût de fabrication du journal. Ce qui est vrai pour le papier est vrai pour la plupart des frais occasionnés par la fabrication du journal...

AUX ABONNÉS DU JOURNAL

Pendant toute la durée de la grève des postiers, les abonnés n'ont pas pu recevoir FRONT ROUGE. Dès que la distribution du courrier sera redevenue normale, ils recevront la totalité des journaux parus pendant cette période, et leur abonnement sera automatiquement prolongé d'un mois.

LES MINEURS DU NORD FACE A LA CRISE

Reportage Albert CHATILLON

A Bruay-en-Artois, au cœur du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, nous avons interviewé quelques mineurs actifs ou retraités.

Q : La bourgeoisie fait toute une propagande selon laquelle il y aurait crise de l'énergie, qu'en pensez-vous ?

● *Ce n'est pas vrai, il n'y a pas de crise de l'énergie, du charbon, il y en a. Il y a des kilomètres de veines. Mais ce qui se passe, c'est que les capitalistes pouvaient avoir du pétrole pour presque rien, alors ils cherchaient à fermer les puits de mine. Mais maintenant il y a eu une hausse, alors ils parlent de relance de la production charbonnière. Par exemple, d'habitude, pour prendre du charbon, on commence par prendre celui qui est en haut et ensuite on descend. Mais aujourd'hui, à la fosse 6 à Bruay, ils remontent et ils trouvent du charbon. Pourquoi ? Parce que avant la hausse du pétrole, il y avait une politique d'abandon des mines et tout était fait pour décourager les mineurs, on les faisait descendre plus bas alors qu'il y avait du charbon en haut. On laissait du charbon sur place.*

● *Crise de l'énergie, c'est difficile à croire quand on voit le gachis qu'ils font. Des machines d'extraction toutes neuves qui coûtent des millions et qui vont à la casse. On laisse du matériel, des étauçons dans la mine. J'ai vu laisser 500, 600 étauçons dans une galerie. Quand la galerie est finie, on bouche l'entrée et on laisse tout dedans.*

● *Et il faut voir le charbon qu'on gaspille. Avec les machines, le charbon est trié de plus en plus rapidement, il faut faire du rendement. Résultat, sur le terril, tu retrouves 35 à 40% de charbon quelquefois, les houillères disent 30%. Et pas question d'y toucher, si tu as le malheur de prendre une gayette (bloc de charbon) tu es pénalisé. On aime mieux faire brûler le charbon à l'air que de le donner à l'ouvrier. Voilà comment ça marche !*

● *la relance dont ils parlent, ça serait pour Bruay, 3 ans supplémentaires, au lieu d'être supprimé en 75, le puits 6 ne le serait qu'en 78.*

Q : Oui, ils parlent de relance, mais en même temps on ferme Faulquemont, comment voyez-vous cela ?

● *Ils disent que certains puits ne sont plus rentables, mais voilà plus de 100 ans que les Houillères existent, a-t-on déjà vu quelqu'un se plaindre chez les patrons ? Non ! Alors pourquoi, d'un seul coup nous fait-on croire que ce n'est plus rentable ? C'est une politique voulue.*

Il y a aussi autre chose. Pour les puits qui ont été fermés, les mineurs ont été envoyés ailleurs ou ils ont quitté la mine, mais les porions et les ingénieurs, eux, on les a gardés. Ces gars-là, il faut les payer. On dit que le charbon revient cher, mais dans le temps, il y avait un porion par quartier, aujourd'hui, il y en a 3 ou 4. ● Et puis, il y a des difficultés des Houillères qui s'expliquent : les prix faits à l'industrie sont bien en dessous

du prix de revient, véritable subvention à ces capitalistes. Ça n'a rien à voir avec la rentabilité du puits, ça !

Q : Alors d'un côté on ferme les puits soi-disant non-rentables et de l'autre on parle de relance de l'extraction, comment cela se traduit pour les mineurs ? Sur leurs conditions de travail ?

● *Ça se traduit par : pas de travail pour les uns, et plus de travail pour les autres. Aujourd'hui, avec les machines, là où il fallait 10 gars, il n'en faut plus qu'un, mais il faut travailler autant qu'avant et même plus. C'est le rabot qui creuse, mais c'est nous qui mettons le boisage et pour ça, il faut suivre la machine, sinon tu as du toit à découvert et des risques d'éboulement. On a mis des machines au service des patrons mais pas au service du travailleur.*

Q : Et la sécurité dans la mine, est-ce qu'il y a des protections sur les machines ? Et le grisou ?

● *Tu sais, les garants, ça n'empêche pas les accidents, parce que la cause des accidents, c'est qu'on pousse au rendement. Et avec les machines, un accident, c'est tout de suite un bras ou une jambe arrachée. Pour le grisou, ils ont installé des détecteurs de grisou et en surface, il y a une salle de contrôle où un gars surveille son tableau de bord. Quand il y a trop de grisou les ventilateurs se mettent en marche et les machines s'arrêtent. Mais le gars du contrôle a quelquefois plusieurs boulots à faire à la fois, on lui donne du boulot en surplus et il n'est pas à sa place. J'ai vu aussi des porions botcher les détecteurs de grisou avec des chiffons pour éviter que la production ne s'arrête. Voilà comment ça marche pour la sécurité. Mais ce qui fait le plus de mal, c'est la poussière, c'est la silicose.*

Q : Peux-tu expliquer ?

● *La silicose, la plupart des mineurs l'ont mais quand on va à l'hôpital, à l'hôpital des mineurs, construit avec nous sous, on est reçu comme des chiens dans un jeu de quilles. Là-bas, on est un matricule. On nous fait des analyses de sang, de crachats, mais on ne nous dit rien, absolument rien du tout. On cherche à t'utiliser au maximum.*

● *Moi, j'ai été malade à cause de ça. On m'a changé de poste, on m'a mis à la soudure. Alors, avec la fumée, je crachais le sang et les chefs disaient : « Essaie de travailler, on ne te demande pas l'impossible ».*

Q : Beaucoup de travailleurs aujourd'hui aspirent à une société complètement différente, on le voit par exemple à Usinor lorsque les gars refusent de monnayer leur vie contre une prime. Et les mineurs ?

● *Les mineurs ne sont pas assez payés, ils revendiquent pour leur salaire, mais c'est surtout sur les conditions de travail qu'ils accrochent. C'est ça qui marque le plus. Ce que veulent les mineurs, c'est le droit à la vie. Quand un mineur te dit : « Je ne suis pas pour la grève de 24 h, mais je*

la fais quand même parce que ça fait une journée que je serais sûr de vivre », tu vois que c'est comme à Usinor...

Q : Les mineurs ne sont pas exploités seulement à la mine et pour leur santé, mais aussi dans le reste de leur vie. Pour le logement par exemple ?

● *Oui, avec la politique de mort lente des mines, les Houillères ont complètement abandonné l'entretien des corons. Si chez nous c'est propre, c'est parce qu'on est tout le temps en train de bricoler, mais ça coûte cher et ça fait du boulot en plus. Mais il y a des choses plus graves. Aujourd'hui, dans les mines, avec les machines, on remonte le charbon et les cailloux et c'est trié en surface, on ne remblaie plus les galeries, sauf quand on passe sous une belle maison, ou quelque chose comme ça, mais sous les corons, on ne remblaie pas. Alors il a fallu abattre des corons entiers, les maisons se lézardaient à cause des mouvements de terrain. De temps en temps, même ici, des carreaux se cassent, c'est que ça bouge en dessous. Et si on va demander aux Houillères de remplacer les carreaux, ils disent qu'on les a cassés nous-mêmes.*

Q : Aujourd'hui, le P.C.F se querelle avec le PS et il prétend que jamais il ne gèrera la crise, que jamais il ne fera payer la crise aux travailleurs ; qu'en pensez-vous ?

● *Dès qu'il y a eu le coup du pétrole, qu'on a parlé de récession, ils ont tout de suite proposé de relancer la politique charbonnière. C'est vrai, il y a du charbon, mais comment veulent-ils s'y prendre ? Ils ne remettent pas en cause les conditions de travail actuelles dans les mines, le travail à la tâche qu'ils ont mis en place à la Libération. Et après, ils parlent de revaloriser le travail du mineur, mais en fait, ce qu'ils font, c'est voler au secours des Houillères, des capitalistes.*

● *Ce qu'ils veulent faire, c'est comme après la Libération, au temps où ils étaient au gouvernement avec les sociaux. Thorez disait : « Retrouvez vos manches, produire du charbon, c'est la forme la plus élevée de votre devoir de classe ». Ils nous avaient donné des pelles à charbon deux fois plus larges et plus épaisses qu'avant pour qu'on aille plus vite. Elles faisaient un poids... A plat ventre dans les veines, c'est à peine si tu pouvais les tourner pour vider le charbon dans les couloirs. Et si tu avais le malheur de couper ta pelle, tu attrapais une amende par des gens du Parti « communiste ». Moi, j'avais trouvé un système, j'ai mis ma pelle dans les chiottes, dans le brun, et ça l'a bouffé, après, elle était moins lourde, mais tu vois un peu ce qu'il fallait faire...*

● *Quand je vois aujourd'hui leurs députés s'habiller en mineur et descendre dans les puits pour expliquer leur politique aux mineurs, je me dis que s'ils viennent encore au gouvernement, ils feront comme ils ont fait à la Libération. Cela, toutes les querelles avec le PS n'y changeront rien.*

faulquemont: pour le maintien des activités du puits

Depuis le 27 novembre, les 300 mineurs en lutte depuis deux mois ont arrêté leur mouvement. Il y a deux mois, les mineurs avaient violemment réagi quand les Houillères avaient décidé de démanteler le puits, le mouvement avait commencé par un défilé d'une poignée de mineurs - avec le cercueil de Lagabrielle, directeur des HBL « fossoyeur de la Lorraine ». Rapidement, la lutte avait pris un ton offensif : occupation de la direction à Merlebach, organisation de la solidarité, entrée des femmes dans la lutte... Pour les mineurs, un objectif clair : le maintien des activités du puits, un des plus modernes du bassin, avec des réserves très importantes. Beaucoup se rendaient compte qu'ils heurtaient de plein fouet le chantage à la crise, à la pénurie énergétique de la bourgeoisie : « sous nos pieds, il y a du charbon, et du bon », disaient-ils.

Aujourd'hui, le mouvement est arrêté, la moitié des mineurs reste en place en attendant une mutation, les autres sont déjà mutés dans d'autres puits. Certains espèrent s'embaucher dans une mine sarroise.

Pourquoi ? « On nous a laissé tomber dans le bassin » disent les mineurs. La faible expérience des luttes dans le bassin, les différences de langue entre Merlebach et Faulquemont ont été utilisées par les HBL pour empêcher que le mouvement ne se généralise à l'ensemble du bassin. Ils ont été aidés en cela par les révisionnistes et les

réformistes qui ont repris à leur compte les idées ayant cours ici chez certains mineurs telles que : « c'est la faute à Merlebach si on est dans l'impasse » ou « on va aller travailler en Sarre pour faire les pieds aux HBL ». A aucun moment, ils n'ont cherché à étendre le mouvement, au contraire, ils « oubliaient » de parler de Faulquemont dans le Bassin et à Faulquemont, ils affirmaient : « on a fait ce qu'on a pu, mais la solidarité est difficile ». Pour faire reprendre, ils n'ont pas hésité à claiçonner que « tout avait cessé ». Les mêmes « syndicalistes » peu empressés à soutenir la lutte se sont par contre mobilisés pour la venue de Mitterrand. Si pour les mineurs, la venue de Mitterrand représentait quelque espoir de populariser leur lutte, celui-ci fut vite déçu. Bavardages creux, débats bidons avec les mineurs caractérisèrent cette « visite d'information » sans qu'aucune proposition pour l'action n'en sorte.

Quelques jours après, les syndicats appelaient à la reprise du travail pour peu de choses : une prime de mutation de 1.800 F, des « promesses » de maintien en état du puits et de nouvelles discussions sur la réouverture.

Mais la volonté de lutte très grande qui s'est manifestée ces derniers jours ne peut être éliminée. Notre Parti continue à être présent aujourd'hui aux côtés des mineurs, pour faire avec eux le bilan de cette action.

Correspondant.

LICENCIEMENTS A L'ORTF

Mardi 26 novembre, 261 journalistes de l'ORTF reçoivent leur lettre de licenciement. Ils constituent la première catégorie du personnel à subir l'application de la réforme giscardienne (votée en août 74, la réforme prévoyait le démantèlement de l'ORTF en sociétés « autonomes » et, dans un souci de rentabilisation de l'appareil, des licenciements visant - inégalement - toutes les catégories du personnel).

— La violence de la réaction des journalistes surprend par rapport à la ligne qui avait été imposée par l'Intersyndicale, lors du mouvement de grève de septembre. La lutte contre tout licenciement s'était vite transformée (sous un prétexte fréquemment utilisé par les révisionnistes : « notre » grève est minoritaire, il faut être raisonnable, etc.) en lutte pour les indemnités de licenciements. Or, c'est bien les licenciements eux-mêmes que les journalistes remettaient en question en décidant une grève unitaire, en dehors de la décision des syndicats. Ils adoptent des formes de luttes illégales, insitées à l'ORTF depuis mai 68 : occupation des studios, puis de la maison de la radio ; rejoints par le personnel de production, ils n'hésitent pas à occuper le bureau de Marceau Long - actuel PDG - celui-ci n'ayant accepté de recevoir que des représentants de l'Intersyndicale. L'occupation durera le temps de l'arrivée des flics.

— Mais surtout ils posent en AG - contre la volonté de l'Intersyndicale - la question du **programme minimum**.

Pour les militants révisionnistes à l'intérieur de l'Intersyndicale, il s'agit d'un faux problème. Pourquoi vouloir empêcher le programme minimum ? De toute façon, il y aura toujours des jaunes pour le réaliser.

Le respect du programme minimum est en fait un des moyens privilégiés utilisés par les révisionnistes pour bloquer toute radicalisation des luttes du personnel de l'ORTF, et pour montrer au gouvernement qu'il a en face de lui des partenaires responsables, une opposition de « gauche ».

En permettant à la direction d'assurer un programme minimum, les révisionnistes lui permettent de sauver la face. Pour les travailleurs-télespectateurs, le programme minimum est la preuve que le personnel de l'ORTF ne fait pas vraiment grève.

Du point de vue du travailleur-télespectateur, quelle est la différence entre un programme maximum et un programme minimum ? Elle est uniquement quantitative. Il y a certes moins d'informations et moins de films, mais ce sont les mêmes informations, les mêmes films.

Si les révisionnistes tiennent aussi fort que la bourgeoisie au maintien du programme minimum, c'est parce qu'ils veulent éviter à tout prix :

— des affrontements avec l'appareil répressif d'Etat (Chirac a encore rappelé qu'il ferait intervenir la police contre toute action « illégale » à l'ORTF.)

— une lutte politique et idéologique prolongée contre le contenu de classe bourgeois des émissions qui sont actuellement programmées à l'ORTF. Ce serait pourtant le **principal** moyen de gagner la solidarité active des travailleurs-télespectateurs.

Malgré les oppositions qui se dessinent et se précisent de plus en plus contre la ligne de l'intersyndicale, le personnel de l'ORTF n'en est pas encore là.

La vague actuelle de licenciements est liée davantage à une politique de rentabilisation de la radio-télévision qu'à la volonté d'éliminer des éléments politiquement dangereux (après mai-juin 68, la majorité des éléments progressistes avait déjà été licenciés). Si l'on relève une forte proportion de syndiqués CGT parmi les 261 journalistes licenciés, il est certain que les licenciements prévus pour le personnel de production et d'administration viseront plutôt ceux qui coûteront le **moins cher** à licencier (ceux qui ont le moins d'ancienneté).

Le gouvernement en place profite et profitera au maximum de la fragmentation du personnel en sections opérée par la CGT entre les nombreuses catégories professionnelles, fragmentation qui a pour résultat d'entraver tout mouvement de lutte unitaire.

Serge MICHEL.

CERCLES « QUE FAIRE » Politique de crise et crise politique

à PARIS : jeudi 12 décembre à 20h.30
44 rue de Rennes M^o St Germain des Prés

à LYON : jeudi 12 décembre à 20h.30
Palais du travail
6 Place de la Libération Villeurbanne

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS MANUEST

Depuis le 1er novembre, à Châtenois, près de Nancy, les 341 travailleurs d'une fabrique de meubles, MANUEST, sont en lutte contre la liquidation de leur usine.

Dès l'annonce par le tribunal, de la mise en liquidation judiciaire et la nomination à cet effet d'un syndic, les travailleurs, unis autour de leur section CFDT, (85% des ouvriers sont syndiqués), ont occupé leur usine, décidés à empêcher tout licenciement, tout démantèlement.

Pour faire la preuve que leur usine peut continuer, ils ont décidé de s'organiser eux-mêmes pour produire et vendre. Leur premier meuble, ils l'ont appelé « sauvegarde ». Comme à Lip, des commissions se sont organisées : sécurité du travail, accueil des visiteurs, information et popularisation, approvisionnement.

Dans les bureaux de la direction, les travailleurs ont découvert, oubliés dans le fond des tiroirs, des documents révélant comment la faillite de l'entreprise a pu faire le bonheur de certains (par exemple, 15 millions pour un cadre en guise d'indemnité de

licenciement) ou, comment les patrons jugeaient leurs employés. Ces révélations ont renforcé la détermination de tous à lutter.

Dans le pays où c'est la seule usine, la solidarité est importante : 3000 personnes ont participé à la journée « portes ouvertes » du 21 novembre alors que la ville de Châtenois compte 2500 habitants.

Les militants de la fédération de Lorraine du P.C.R. (ml) participent au soutien et à la popularisation de la lutte.

NON A LA LIQUIDATION ! MANUEST VIVRA !

Correspondant.

LOUDIN

Il y a 6 semaines, le patron d'LOUDIN, à Poitiers, décide de fermer la boîte. Les 230 ouvriers seraient jetés à la rue. Ils décident d'occuper jour et nuit à partir du 1er Octobre. Dès le lendemain, le PCR prend l'initiative d'un comité de défense qui popularise la lutte, édite des bons de soutien. 1000 F. ont déjà été collectés et remis au comité d'occupation de l'usine.

A OUDIN, la lutte continue.

Corr. Poitiers.

Peugeot-Citroën

Une "aide" de plus d'1 milliard 1/2 payée par les travailleurs

Annoncée dès le mois de juin, la possibilité d'un rapprochement entre Citroën et Peugeot vient d'être confirmée; et le gouvernement doit faire connaître cette semaine le montant de son «aide», qui selon diverses estimations communiquées à la presse, atteindrait 1,5 milliard de francs lourds.

Notons que, si un tel cadeau n'est pas rarissime en système capitaliste (il n'y a pas si longtemps l'état avançait 800 millions de francs pour financer FOS, à la suite des «difficultés» du groupe DE WENDEL), c'est la première fois que de tels chiffres sont publiquement avancés. Pourquoi ce rapprochement, pourquoi aujourd'hui alors que dans le passé les différentes tentatives avaient échoué? Quelles en seront les conséquences pour l'emploi? Telles sont les questions que les travailleurs sont en droit de se poser.

CITROËN

En premier lieu, quelle est la situation respective de CITROËN et de PEUGEOT, quels avantages ont-ils à tirer de ce rapprochement?

CITROËN qui en 1963 fournissait 29% des automobiles en France, voyait sa part du marché tomber à 19% en 1973. Autant dire que ses difficultés ne datent pas d'aujourd'hui et que s'il est maintenant le plus frappé par la crise de surproduction qui touche le secteur automobile, c'est le résultat d'une politique bien déterminée. CITROËN a été fondé à la fin de la première guerre mondiale et repris en main par MICHELIN en 1934. Et si des voitures comme la «Traction» et la «2 CV» ont fait les beaux jours de cette firme, jamais CITROËN ne parviendra à équilibrer sa gamme. Il y aura toujours des trous, notamment pour les voitures moyennes. Aussi, sa politique qui a toujours consisté à privilégier la voiture du haut de la gamme comme la DS et maintenant la CX 2000, va être touchée de plein fouet par le renchérissement du prix de l'essence par l'Etat et la limitation de vitesse. Les ventes de la DS (celle qui rapporte le plus) ont baissé par exemple de 40% dans le premier semestre de 74 par rapport à la même période de 73.

Face à ces difficultés, on pourrait croire que MICHELIN, dont on connaît les profits (voir encart ci-contre) s'est efforcé de venir en aide à sa filiale. Il n'en est rien. MICHELIN cherche depuis plusieurs années à se faire une place conséquente sur le marché mondial du pneumatique et est le premier investisseur mondial dans cette branche, aussi n'a-t-il jamais cherché à renflouer CITROËN. On est même en droit de se poser un certain nombre de questions. Depuis 1966, c'est plus de 550 millions de francs lourds qui ont été versés à CITROËN par l'Etat sous diverses formes (80 millions par le crédit national en 66, 100 millions sur l'emprunt national, 100 millions sur le fond de développement économique et social en 67, etc...) sans oublier le rachat des terrains du quai de Javel par l'Etat, soit 400 millions, terrain qui avait été donné par l'Etat en 1918! Où cet argent est-il passé? Ce ne sont bien sûr par les comptes de la société qui permettent de le dire...

Faire épauler CITROËN par quelqu'un d'autre a toujours été la politique de MICHELIN, déjà en 1965 des discussions avaient été engagées avec PEUGEOT, mais devant les exigences de MICHELIN, PEUGEOT préféra passer des accords avec RENAULT ce qui mis fin à cette tentative. En 1968 l'opération est renouvelée avec FIAT, mais ce dernier, en position de force impose rapidement des conceptions qui deviennent vite inacceptables pour MICHELIN, l'accord est rompu.

PEUGEOT

De son côté, PEUGEOT a toujours eu une excellente situation financière et se classe parmi les premières sociétés françaises par les bénéfices.

Sa part de marché, 20,9% des voitures produites sur les dix premiers mois de 74, le place juste derrière RENAULT. Cela s'explique par un bon réseau commercial en France et à l'étranger (notamment en Afrique et au Proche-Orient) et par une gamme de modèles qui convient

mieux à la situation actuelle (moteurs diesels...) De plus PEUGEOT a passé des accords de collaboration technique avec RENAULT qui portent sur trois domaines: les études de modèles, les services d'achats et les investissements (1,3 milliards en commun avec RENAULT). Le but, faire en sorte que la capacité de production des deux groupes soit utilisée au maximum. Ainsi RENAULT fabrique des boîtes de vitesse pour PEUGEOT et ce dernier des directions et des bielles pour RENAULT. Des unités de production communes ont été créées (Société Française Mécatronique à Douvin, participation égale dans Chausson).

Par ailleurs, PEUGEOT a depuis longtemps diversifié sa production: à côté des automobiles, les cycles, les appareils ménagers et l'outillage représentent 14,6% de son chiffre d'affaires, pourcentage qui augmente chaque année.

POURQUOI CET ACCORD?

Pour CITROËN, trouver de nouvelles sources de financement devient une question aiguë puisque MICHELIN refuse d'intervenir. Le déficit atteint 400 millions de francs, la gamme est totalement à revoir et les investissements faits à Aulnay risquent de ne jamais être rentabilisés, pour l'instant ils sont freinés. Aussi la proposition de PEUGEOT, appuyée par l'Etat à coup de milliards, tombe à point. Pour PEUGEOT qui prendrait la direction du groupe; l'affaire est intéressante: c'est l'Etat qui assure le sauvetage financier de CITROËN, et il n'aura rien à déboursier, au contraire, il profitera des subventions. Le nouveau groupe dirigé par PEUGEOT deviendra un concurrent sérieux pour FIAT, VOLKSWAGEN et RENAULT et prendra ainsi une dimension internationale que la situation de crise dans cette branche, rend nécessaire. De plus, les deux gammes se complètent. CITROËN apporte les petites et grosses cylindrées et PEUGEOT les moyennes. De même les réseaux commerciaux à l'étranger sont complémentaires.

Pour les travailleurs, les conséquences ne tarderont pas. En témoigne la presse spécialisée: «Des économies d'échelle pourront être réalisées au niveau du personnel... des sous-traitants, des bureaux d'étude...» Autant dire que les milliers de licenciements imposés par Citroën cette année ne sont qu'un prélude et que cette restructuration ne s'effectuera pas sans de nouveaux licenciements voire même de fermetures d'usines (sous-traitant).

Le chantage au chômage, la politique de crise, voilà sur quoi la bourgeoisie compte pour faire passer ce cadeau de 1,5 milliard, extorqué aux travailleurs. A bas la restructuration capitaliste!

Non aux licenciements!

Pierre MOREL.

citroën

Lundi 25 Novembre, la direction de Citroën annonçait au comité d'entreprise 2900 suppressions d'emploi: 1400 licenciements (chez les cadres et les techniciens) et 1500 mises à la pré-retraite de travailleurs âgés.

Mais l'annonce de ces 1400 licenciements des «collaborateurs» du patron faisant suite à des bruits qui faisaient état de 10.000 licenciements, n'ont pas levé toutes les inquiétudes chez les travailleurs de Citroën. En effet, tous savent que depuis un an, 8000 ouvriers ont déjà quitté l'entreprise, sous l'effet de diverses pressions, ou du découragement. Comme ces milliers de travailleurs «mutés» dans le bâtiment au début de l'année, ou comme de nombreux travailleurs immigrés dont les contrats n'ont pas été renouvelés; ou encore ceux qui n'ont pas pu tenir les cadences et sont partis d'eux-mêmes ou sous les menaces de la CFT. Nous avons interrogé quelques travailleurs et, cette inquiétude, un cariste du Quai de Javel l'exprimait bien: «avec les Marocains, Turcs et Yougoslaves dont les contrats ne sont pas ou ne seront pas renouvelés, cela fera sûrement plus de 3000 travailleurs licenciés. Mais de ceux-là le patron ne parle pas», ou encore cette autre travailleuse algérienne qui disait: «chez nous à Clichy, il y a du travail et pourtant le chef pour décourager certains gars, refuse de leur donner un poste précis, les balladant dans la boîte pour faire des petits remplacements, ou les faisant balayer, au bout du compte, les gars en ont marre et finissent par s'en aller d'eux-mêmes».

Dans les discours sur les difficultés de Citroën, les travailleurs voient un prétexte à l'intensification du travail. Ainsi cet immigré espagnol qui a quitté Citroën avant les vacances, faute de pouvoir supporter les cadences, qui a pourtant tenu le coup un an et demi «en rentrant du boulot pour se coucher tout de suite, écrasé de fatigue» et qui affirmait: «Déjà quand j'y étais, ils parlaient de la crise de Citroën, et pourtant les cadences n'arrêtaient pas d'augmenter.»

Un Algérien de l'usine de Javel nous a expliqué par exemple comment la direction s'y prend pour faire retomber sur le dos des travailleurs, ses difficultés «A côté de la production pour renouveler les stocks il y a des grosses commandes particulières, mettons 500 ou 1000 voitures commandées pour tel ou tel pays. Plutôt que d'embaucher, les chefs d'atelier retirent des chaînes de production «nomades» à la journée, 20 ou 40 travailleurs et les font travailler en 2x8 sur la commande; pendant ce temps, les travailleurs des chaînes «nomades» doivent souder les trous parfois en faisant 5 ou 6 postes en même temps».

A Clichy, c'est la même chose, crise ou pas pour Citroën, les travailleurs ont conscience d'être exploités toujours plus durement: «Dans toute la journée, je ne lève pas une seule fois la tête. Pour aller pisser, il faut être remplacé, on ne peut même pas y aller quand on veut.» ou encore «je ne sais pas si les Citroën se vendent mieux ou plus mal, en tout cas, moi, il faut toujours que je

fasse mes 640 minutes pour avoir mon boni».

Avec cela la répression dans l'usine ne cesse d'augmenter: «Dès qu'on discute ne serait-ce que 2 minutes, avec d'autres camarades, explique un jeune immigré algérien, il y a toujours un gars de la CFT pour venir nous espionner». Ce ne sont pas les déclarations des dirigeants de la CFT, se posant en défenseurs des travailleurs contre les licenciements, qui ont impressionné les travailleurs, pour eux, la CFT et le patron c'est la même chose: «le patron cherche à avoir un siège de plus voilà tout!» dit un travailleur en parlant des futures élections professionnelles.



La CFT aux portes de Citroën.

simca

Cinq travailleurs marocains, militants CGT, viennent de recevoir leur avis de licenciement chez Chrysler France à Poissy. La raison: ils ont témoigné au procès qui vient de se dérouler en annulation des dernières élections professionnelles, élections truquées par la CFT pour mieux faire régner l'ordre chez Simca. Voilà une nouvelle démonstration du rôle d'instrument du patron que joue en toute circonstance la CFT.

renault

Après Citroën et Simca, Renault vient à son tour, de prendre des mesures de chômage partiel contre les travailleurs. C'est environ 70 000 salariés de Renault, soit tous les OS de toutes les usines (Billancourt, Flins, Cléon, Sandouville) qui chômeront les 26 et 27 décembre ainsi que les 2 et 3 janvier. Renault serait-il touché aussi durement que Citroën par la crise de l'automobile? Sa production diminue-t-elle? Les stocks sont-ils aussi considérables que ceux de Simca à Poissy? Autant de questions que nous sommes allés poser aux travailleurs de Billancourt. «Bien-sûr, les gros modèles comme la R 17, ça ne marche pas fort, encore que la R 16, elle se vend bien, mais moi où je travaille, à la chaîne des moteurs type R 4 les cadences n'arrêtent pas d'augmenter, surtout depuis la rentrée; alors on en faisait 97 moteurs l'heure, on en est maintenant à cent et quelques; ça, pour produire, on produit!». «Moi, où je suis sur la chaîne, on était quatre avant les vacances, depuis la rentrée, on n'est plus que trois et le travail, lui, il n'a pas diminué, au contraire...» Effectivement, alors que durant l'année, ses concurrents, Peugeot excepté, voyaient leur production diminuer en flèche (-11,6% en moyenne), Renault, lui, voyait ses ventes progresser de 8,6% et ses exportations de 6%. Quant aux stocks, il sont inexistantes alors que le prétexte invoqué par la direction, c'est justement de dire que les «jours chômés éviteront un gonflement des stocks»: «ils font ça, soi-disant à cause d'un manque de travail ou pour ne pas

avoir des stocks, en fait, la crise chez Renault, je n'y crois pas, c'est une politique... c'est pour faire peur aux gars; «La Régie est en danger, faut se serrer les coudes», voilà le baratin qu'ils veulent nous faire avaler. Ils savent bien que d'ici deux trois mois, ça risque fort de chauffer, alors ils prennent les devants. C'est vrai qu'avec le chômage qu'il y a, ça peut en refroidir quelques uns» témoignent certains travailleurs immigrés, précisant à propos du paiement des jours chômés «ils disent qu'ils vous payent les jours chômés à 60%, c'est du mensonge pur et simple puisque c'est les ASSEDIC qui les remboursent. Et qui payent les ASSEDIC? C'est nous...» Renault s'entend bien à faire de plus en plus de profits sur le dos des travailleurs, et si la situation actuelle où le chômage frappe des centaines de milliers de travailleurs, lui permet de recourir au chômage partiel, cela ne veut nullement dire que les capitalistes de la Régie sont face à de graves difficultés. Au contraire, Dreyfus, PDG de Renault, ne déclarait-il pas récemment: «Nous allons conquérir de nouveaux pays. Nous venons de signer un contrat avec l'Iran: un accord très important, puisqu'il nous autorise à fournir à ce pays nos petites cylindrées... Notre outil de production a été récemment modernisé, et ceci dans des conditions favorables». Voilà qui montre clairement que les profits sont loin de s'arrêter. En cherchant à moderniser son «outil de production» Renault en profite pour le diversifier (machines outils, engineering, biens d'équipement) et cela sur le dos des travailleurs.

NON AU CHOMAGE PARTIEL!
RENAULT PEUT PAYER!

NANTES: 5 agriculteurs inculpés 3000 ouvriers, paysans, postiers manifestent

Le 20 novembre, à Nantes, cinq agriculteurs du canton de la Chapelle-s/Erdre en Loire-Atlantique, passaient en jugement. Les inculpés, Jean Bréheret, André Chatelier, Jean Durand, Pierre Gallon et Joseph Potiron sont accusés d'avoir intercepté des camions de viande les 19 juillet et 20 octobre et d'en avoir distribué le contenu aux automobilistes et aux travailleurs de la région, ils comparaissaient sous l'inculpation de «vol et recel».

Pour la bourgeoisie, il s'agit d'intimider les paysans après les manifestations de cet été, de discréditer les actions des paysans contre les firmes qui les exploitent, de discréditer les distributions de produits agricoles, les ventes directes, aux portes des usines et dans les quartiers populaires, en faisant passer les paysans pour des voleurs. Il s'agit de tenter de briser la volonté d'union entre ouvriers et paysans et la prise de conscience révolutionnaire qui se manifeste dans de telles actions. Et cela est d'autant plus vrai que des syndicalistes ouvriers de l'usine Jacques en Bretagne ont eux aussi été inquiétés par la gendarmerie, alors qu'ils refusaient de donner aux gendarmes les produits agricoles que venaient de distribuer les paysans. Suite à cette action, le 15 novembre, 5 paysans de Bretagne ont été arrêtés dont un, Edouard Morvan, écroué à Lorient. Le 19 novembre, deux agriculteurs de Vendée, Georges Rigalleau et André Aubineau ont été eux aussi arrêtés.

Mais, dans ses calculs, la bourgeoisie s'est trompée, car le jour du procès, à Nantes, 3000 paysans, ouvriers et postiers en lutte étaient rassemblés devant le Palais de Justice et manifestaient aux cris de «la justice est pourrie, le pouvoir aussi», et «ouvriers-paysans solidarité». De nombreux paysans, refusant le bien-fondé du procès et remettant en cause la justice bourgeoise se sont déclarés solidaires pénalement des 5 inculpés. Leur initiative a recueilli le soutien d'autres travailleurs et lors du procès, l'avocat de la défense a déclaré que 1350 agriculteurs et 138 autres travailleurs s'étaient déclarés solidaires pénalement.

Le jugement, rendu le 27 novembre, condamne Jean Bréheret pour vol et ses camarades pour recel, le premier à 4 mois de prison avec sursis et les autres à 3 mois. De plus, ils auront à verser solidairement 3 millions à la société Géo. La répression de la bourgeoisie ne pourra pas empêcher le développement du mouvement paysan, surtout à l'heure où la commission de Bruxelles pour remédier aux difficultés des petits paysans propose gaillardement une augmentation moyenne de 10% des prix agricoles, augmentation moyenne qui, si elle est appliquée, ne se traduira que par un relèvement de 5% des prix de la viande bovine, secteur dans lequel on trouve la majorité des petits paysans.

EXIGEONS LA LEVEE DES PEINES CONTRE LES PAYSANS!

ORGANISONS DES COLLECTES DE SOUTIEN!

L'empire Michelin

Avec un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs lourds en 72, Michelin est le numéro 5 mondial du pneumatique. Il s'agit d'un holding à la tête duquel se trouve la «Société des Etablissements Michelin», contrôlant 4 filiales principales:

- La Manufacture Michelin (industrie du pneu en France)
- Michelin Tyre (industrie du pneu aux USA et au Canada)
- Citroën S.A. (Citroën et Berliet)
- La Compagnie Financière Michelin dont le siège est en Suisse.

Tout cela fait de Michelin un puissant groupe multinational dont Citroën risquait de contrecarrer les plans.

LA LOI SUR L'AVORTEMENT UNE MANŒUVRE POLITIQUE BIEN ORCHESTRÉE

La loi sur l'avortement proposée par le gouvernement Giscard vient d'être votée par l'Assemblée Nationale. Pourquoi ?

Dans la ligne de la loi sur l'abaissement de la majorité à 18 ans, cette loi, encore plus que la précédente, doit, dans l'esprit de Giscard, mettre en valeur la façade libérale qu'il essaie de se confectionner.

Dans le débat à la chambre, Giscard a tout fait pour renforcer cette illusion:

-En s'appuyant sur une femme d'abord, et une femme qui n'apparaît comme inféodée à aucun parti traditionnel, qui bénéficie même d'un préjugé favorable de la part des partis de «gauche» qui ne se cachent pas pour l'encenser. Le personnage de Simone Veil est en fait partie intégrante de cette politique néo-libérale; elle, plus qu'un Lecanuet ou un autre pouvait, grâce à son passé, grâce au fait qu'elle est une femme..., user toutes les ficelles de la démagogie pour semer la confusion chez les femmes qui réclament l'avortement libre et gratuit.

-En laissant le droit de vote individuel aux membres de sa majorité, laquelle en a profité largement, puisque les deux-tiers de l'UDR, les deux-tiers des Républicains Indépendants et la moitié des réformateurs se sont opposés au projet, alors que la totalité de la gauche le votait assurant ainsi son succès! D'un coup, Giscard peut se donner l'air de briser les carcans, de vaincre les points de résistance traditionnelle de la «droite» classique.

-Ce faisant, Giscard sape aussi un des points du programme de la gauche, puisque le programme commun n'offrait pas de meilleure perspective pour les femmes (il ne mentionne même pas la question du remboursement des frais par la Sécurité Sociale!). Giscard applique mieux que les réformes du programme commun de la gauche, grâce aux voix de «gauche» et contre la majeure partie de sa majorité. Voilà qui ne renforce guère la crédibilité des perspectives politiques de la gauche dont les travailleurs ont du mal, et pour cause, à voir ce qui les sépare de celles de Giscard d'Estaing.

Mais, toute la publicité faite autour du débat parlementaire ne doit pas cacher qu'il s'agit d'un débat truqué. Débat truqué d'abord parce qu'il ne comportait que des risques très limités pour le gouvernement; quasiment assuré de voir son projet de loi passer grâce aux voix de «gauche», il pouvait se permettre de donner au débat cet aspect de démocratie préfabriquée. Le cas échéant, en cas d'échec du projet, le gouvernement gardait, grâce aux artifices de la vie parlementaire, toute possibilité de refaire voter un projet de loi modifié par quelques concessions et d'exiger cette fois-là la solidarité de la majorité présidentielle. On le voit, les risques pris par Giscard étaient limités!

Débat truqué surtout parce que la réforme de Simone Veil, si elle constitue un recul incontestable de la bourgeoisie face aux luttes des femmes du peuple, elle n'en constitue pas moins une législation en-deçà des aspirations des masses, une législation répressive.

Une législation répressive parce qu'il sera interdit de faire connaître la liste des médecins et des hôpitaux qui acceptent de pratiquer les avortements; législation répressive parce que les médecins, corps dominé largement par une majorité réactionnaire, seront libres de refuser à la femme qui veut avorter leur concours, celle-ci devant alors par ses seuls moyens trouver celui qui acceptera, au terme de deux démarches espacées d'une semaine, de l'orienter vers un hôpital. Législation qui refuse de faire rembourser cet acte médical par la sécurité sociale, ce qui fait près de 800 F à déboursier. Législation qui ne remet pas en cause les bornes que la bourgeoisie met à l'information sur la contraception et à la diffusion des moyens de contraception.

Plus que jamais, la lutte des femmes pour le droit à l'avortement et la contraception libres et gratuits, doit être poursuivie, et conjuguée avec la lutte pour obtenir des moyens pour élever nos enfants et pouvoir en avoir le nombre qu'on désire.

Le témoignage qui suit que nous avons recueilli après le débat parlementaire témoigne de cette nécessité ressentie par les femmes de poursuivre la lutte.

Thérèse VERNET.

TEMOIGNAGE...

Josiane, 32 ans, élève 5 enfants: les deux filles de l'homme avec qui elle vit maritalement et les trois enfants qu'ils ont en commun. Elle habite dans un HLM de Vitry. Depuis qu'elle s'est mise en ménage, elle a trouvé de petits emplois: aide soignante dans une clinique, ou bien vendeuse dans un magasin, ou alors, elle travaille à domicile. Son mari est dans le bâtiment. Je l'ai connue en vendant Front Rouge au porte-à-porte. C'est dimanche, les enfants sont là, s'ennuient et se disputent pendant que nous discutons. Je lui demande ce qu'elle a pensé du débat sur l'avortement qui vient d'avoir lieu à l'Assemblée Nationale.

-J'écoute toutes ces choses-là. J'ai des filles. Je défends ma peau et celle de mes filles. Quand je peux aider ma voisine, je l'aide.

RIEN N'EST PREVU POUR CHANGER LA MENTALITÉ DES MEDECINS NI L'ACCUEIL DES HOPITAUX ET DE L'EQUIPEMENT.

-Cette loi? C'est déjà un progrès, mais les médecins et les hôpitaux eux, ne changeront pas. Rien n'est prévu pour les faire changer... J'avais déjà deux enfants en mauvaise santé. Le premier est cardiaque, le second a parlé très tard. Nous n'avions pas d'argent. Je n'en voulais pas un troisième. Dès que je me suis aperçue que j'étais enceinte, je suis allée voir un médecin, un médecin que je ne connaissais pas (j'avais peur d'aller voir mon médecin habituel parce que j'étais gênée de ma situation familiale: je vis maritalement et j'avais peur qu'il me dise: ma fille, tu l'as bien voulu). Ce médecin m'a dit que je n'étais pas enceinte, que je faisais une grossesse nerveuse. Je savais bien, moi, que ce n'était pas vrai. Il a rajouté: «je suis médecin, vous ne pouvez pas savoir mieux que moi». En fait, j'étais bel et bien enceinte. Je me suis avortée toute seule. Dès que je suis arrivée à l'hôpital, à Bicêtre, ils m'ont refusé, en me disant que, si j'avais fait ça, je pouvais me débrouiller toute seule. Et pourtant, j'étais en réel danger. Heureusement que j'ai fini par tomber sur une clinique qui m'a prise. Je connais une femme qui était dans la même situation que moi. A Bicêtre, ils l'ont prise sans difficultés: c'était la femme d'un notaire!

Il y a deux sortes de médecins: celui qui ne pose pas de questions et qui vous soigne, et puis celui qui va prendre la femme comme une bête. Il va la harceler de questions. Il va la laisser souffrir toute une journée, jusqu'à ce qu'elle soit prête d'en crever. C'est pire qu'une torture. Ces gens-là, ils y sont toujours.

Des médecins, combien sont favorables à l'avortement? Ceux qui sont contre sont plus nombreux que ceux qui sont pour.

Toutes ces discussions qu'il faudra avoir avec le médecin, ça va en repousser, elles auront peur

qu'on leur pose des questions, qu'on les humilie...elles vont continuer à avorter clandestinement. Moi, quand j'allais voir le médecin, je n'arrivais pas à parler, j'avais peur de ma situation illégale. Si une femme avorte, c'est pas pour son plaisir. C'est la société qui la force à avorter.

TOUTE INFORMATION EST INTERDITE.

-Et puis, comment les femmes vont-elles être renseignées? Puisque toute information est interdite! Déjà, lorsque c'est permis, personne ne vous met au courant de vos droits, même pas l'assistante sociale.

IL FAUDRAIT QUE CE SOIT REMBOURSE PAR LA SECURITE SOCIALE

-ça va changer; mais c'est toujours le même problème. La femme qui paye, elle pourra avorter, mais les autres, ce sera toujours clandestin. Je trouve ça pas logique. Puisqu'ils acceptent l'avortement, qu'ils acceptent la Sécurité Sociale.

Ils disent que ça ne sera pas trop cher; c'est sûr que pour certaines, ce sera possible. Mais il y a des cas où on n'a vraiment plus rien.

Nous avons eu saisie sur saisie, saisie sur la paye; mon mari, gravement malade, est resté 15 mois sans travailler. Est-ce que je pouvais me permettre d'avoir un autre enfant; est-ce que je pouvais me payer un avortement? Non, ce n'était pas possible. Une fois, je suis restée sans argent pendant 48 heures avec les enfants à nourrir! Mon employeuse n'avait pas voulu me donner ma paye deux jours avant la fin du mois!

DES MOYENS POUR ELEVER TOUS LES ENFANTS QUE NOUS VOULONS.

J'aime les enfants, mais il faut pouvoir leur donner ce qu'il leur faut, l'espace, le confort. Aujourd'hui, l'enfant est malheureux. Ce n'est pas qu'on n'en veut pas, mais l'enfant n'est pas à son aise. Regardez, les appartements sont beaucoup trop petits; l'été, lorsque les gosses sont à la campagne, ils respirent, ils sont heureux, mais ici, il n'y a qu'un bout de terrain, avec des jeux imposés. Ils ont envie de faire des cabanes, mais ce n'est pas permis. Les enfants sont nerveux.

LA PILULE C'EST BIEN, MAIS TOUT LE MONDE N'EST PAS INFORME.

On se fait des idées, ou bien on n'est pas au courant. J'ai même une amie à qui deux médecins ont refusé de la donner après son mariage. Il y en a qui croient qu'elles vont grossir, ou bien qu'elles auront le cancer, ou que ça ne marchera pas, ou bien c'est le mari qui ne veut pas. Ils croient que ça va changer leur femme. Mais tout ça, c'est des histoires. Quand j'ai pris la pilule, ça m'a tranquillisée. J'étais beaucoup plus calme, à l'aise, je parlais plus ouvertement à mon mari. J'étais soulagée de savoir que je ne risquais rien.

BREJNEV A LA PORTE

Par Grégoire CARRAT

une «coopération» de brigands

Brejnev vient en France les 5, 6, et 7 décembre. Officiellement, c'est pour développer la coopération entre la France et l'URSS. Mais, dans la bouche du plus haut représentant du social-impérialisme soviétique, ce terme de «coopération» a un poids tout particulier comme nous le rappelle le type de coopération noué depuis 68 entre l'URSS et la Tchécoslovaquie où sévissent toujours les troupes d'occupation du social-impérialisme. Les paroles de paix et de coexistence pacifique du social-impérialisme cachent mal la volonté d'expansion et d'hégémonie, et tous les travailleurs doivent avoir conscience des risques de guerre et d'agression que fait courir en Europe la rivalité des deux superpuissances URSS et USA.

La paix en Europe est loin d'être assurée. L'Union Soviétique, loin de réduire son potentiel militaire, ne fait que l'accroître à un rythme supérieur de celui des impérialistes US, pour combler son retard et dépasser le niveau des forces US.

Les forces terrestres : l'URSS entretient 600.000 hommes hors de ses frontières, dans les pays de l'Est européen. Dans le cadre du Pacte de Varsovie, 23 grandes manœuvres mobilisant chacune 100 000 hommes, une armada de chars et d'avions ont eu lieu de 1960 à 1972, ayant pour cadre une guerre en Europe. Les dernières de ces manœuvres se sont faites en Tchécoslovaquie. De son côté, l'OTAN a organisé 35 grandes manœuvres dans la même période.

Les missiles ont été multipliés. L'URSS avait 100 missiles en 1963. Elle en avait 1500 en 1973. Les USA sont passés de 400 à plus de 4000 dans la même période. Les traités de limitation des armes nucléaires n'entravent en rien la course aux armements entre les deux superpuissances qui se disputent l'hégémonie en Europe et partout dans le monde.

-sur mer, l'Union Soviétique cherche à se glisser partout autour de l'Europe. Les flottes de la Baltique et de la mer du Nord étendent leurs activités dans toutes les mers septentrionales; la flotte de la Méditerranée, permanente depuis 1967, quand l'URSS a découvert qu'elle était un «pays méditerranéen», a étendu son action de la Méditerranée orientale, où elle avait initialement des bases, à toute la Méditerranée. En parlant de paix et de coopération, alors qu'elle accroît sans cesse son potentiel militaire, l'URSS essaie de faire reconnaître sa sphère d'influence aux pays d'Europe et aux Etats-Unis, et de l'étendre sans cesse en profitant des multiples difficultés qui assaillent l'impérialisme US à l'intérieur comme partout dans le monde. Telle est la «coexistence pacifique» armée des deux superpuissances: une dispute pour l'hégémonie en Europe et dans le monde. Telle est la «détente» à la mode social-impérialiste: une politique agressive à l'égard des peuples d'Europe.

C'est pourquoi notre Parti appelle les travailleurs à dénoncer et combattre sans répit les menaces du social-impérialisme.

BREJNEV A LA PORTE!



Ford, Brejnev... deux gangsters internationaux...

une flotte d'agression...

Les hauts responsables de la marine soviétique disaient en 1973 visiblement satisfaits: «La marine soviétique s'est transformée d'une flotte pour la défense côtière en une flotte de haute mer équipée de missiles nucléaires, de sous-marins». Dans la dernière décennie le tonnage de la marine soviétique a doublé, elle est devenue la deuxième flotte du monde. Elle s'est équipée de porte-avions, de sous-marins nucléaires; avec 41 sous-marins équipés de 522 missiles elle dépasse les USA pour ce type d'armement. En 1964 fut créé une unité de Marines; elle compte actuellement 10 000 hommes, qui recopient en cela l'exemple des Marines US prêts à agresser à tout instant au Viet Nam; à St Domingue ou ailleurs. Aux cotés des flottes permanentes de la Mer Noire, de la Baltique, de la Mer du Nord et du Pacifique, ont été créées deux flotilles permanentes en Méditerranée et dans l'Océan Indien, des escadres de circonstances, les navires soviétiques parcourent jusque dans les Caraïbes. Au total la marine soviétique entretient en permanence dans ses eaux territoriales cent trente bâtiments.

-La Méditerranée baigne les côtes du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Afrique. Lors de la guerre de Juin 67, l'Union Soviétique a envoyé 60 navires en Méditerranée sous prétexte de protéger les peuples arabes. En 68 ils installaient une flotte permanente de 50 à 60 navires, pivot de la présence soviétique au Moyen-Orient. En 1973, elle a porté ses navires

à 95. La flotte soviétique en Méditerranée est une véritable force d'intervention, grâce à laquelle l'Union Soviétique peut prétendre mettre son nez dans les affaires de tous les pays riverains.

-Dans l'océan indien la flotte soviétique s'est installée de façon permanente en 1969 avec environ 25 navires qui mouillent dans les ports de l'Inde, du Golfe du Bengale; elle multiplie les visites de démonstration de force à tous les pays riverains de l'Océan Indien, du Golfe Arabique, de la Mer Rouge, dans l'espoir d'acquiescer de nouveaux points de mouillage.

La Méditerranée et l'Océan Indien sont les deux zones où la rivalité maritime soviéto-US est la plus exacerbée; les richesses minières et pétrolières des pays qui bordent ces mers attirent les convoitises respectives. L'Union Soviétique prétend que sa présence en Méditerranée et dans l'Océan Indien, face aux flottes US, permet que les deux pays jouissent d'une «sécurité égale». Sans doute les USA et l'URSS sont-ils à égalité dans leur course à l'hégémonie et au pillage, mais les peuples et les pays riverains eux ne peuvent connaître la sécurité que par le retrait des flottes soviétiques et US.

Le développement et la transformation de la flotte soviétique visent à amener la présence soviétique dans toutes les mers du monde, véritable force d'agression permanente au niveau mondial contre les peuples.

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE AU PREMIER RANG DE LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME

L'histoire de cette dernière période nous a appris que la lutte pour le socialisme est inséparable de la lutte résolue contre le révisionnisme. La lutte menée par le Parti du Travail d'Albanie (PTA) contre le révisionnisme sert aujourd'hui d'exemple pour tous les peuples du monde. Au moment où le peuple albanais fête avec éclat le 30ème anniversaire de sa Libération, 30 ans d'édification du socialisme, au moment aussi où arrive en France le chef de file du social-impérialisme qui a voulu écraser et coloniser l'Albanie socialiste, célébrer la lutte du peuple albanais et de son Parti, c'est aussi retracer les étapes de sa lutte victorieuse contre les nouveaux tsars du Kremlin.

C'est en 1955 que les premières divergences sont apparues entre le PTA et le PCUS dirigé par Krouchtchev, sous forme d'abord de contradictions entre partis frères. A cette date en effet, Krouchtchev fait un voyage en Yougoslavie auprès de Tito. Le PTA (informé du voyage deux jours avant!) avait immédiatement réprouvé ce voyage. Au cours de la lutte de Libération, au lendemain de la Libération, il a fait l'expérience de la pratique de la clique titiste qui n'a plus rien de socialiste: elle a entravé la distribution totale des terres aux paysans, elle a rétabli le capitalisme privé à la tête de certaines usines, causant le chômage pour un grand nombre d'ouvriers et de paysans; elle a vendu son pays à l'impérialisme américain au terme de différents accords. Et cette politique de révision du socialisme pour la restauration du capitalisme, les titistes avaient prétendu l'imposer à l'Albanie: à

plusieurs reprises, ils ont comploté, vainement, contre le PTA pour lui ôter son prestigieux dirigeant, Enver Hoxha, pour faire de l'Albanie une 7ème République Yougoslave! A ce titre, la clique de Tito avait été condamnée par le Mouvement Communiste International dès 1948. Le PTA, forgé dans la lutte contre cette clique révisionniste ne pouvait en accepter une quelconque réhabilitation ce que signifiait le voyage de Krouchtchev. Cette première manifestation des desseins révisionnistes de Krouchtchev va ouvrir les yeux au PTA et le porter à l'avant garde de la lutte contre le révisionnisme Krouchtchévien. Le XXème Congrès du PCUS en 1956, moment clef dans l'évolution du révisionnisme Krouchtchévien et sa lutte contre le marxisme-léninisme renforce la vigilance du PTA. Le rapport du XXème Congrès était une attaque contre Staline. En fabriquant le slogan de la lutte contre «le culte de la personnalité», Krouchtchev reprenait à son compte toutes les calomnies lancées par la bourgeoisie impérialiste contre le prestigieux dirigeant du PCUS qui, à la suite de Lénine avait développé l'édification du socialisme en Union Soviétique et constitué le camp socialiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Attaquer Staline, c'était remettre en cause les succès remportés par le pouvoir des ouvriers et des paysans, renforcer le camp impérialiste. Au 3ème Congrès du PTA, 3 mois après le XXème Congrès, la clique de Krouchtchev entendait obliger le PTA à corriger sa ligne «à la lumière du XXème Congrès». Elle essaye un premier échec. Le PTA, aux côtés du Parti Communiste Chinois

(PCC), passe à l'offensive pour la défense du marxisme léninisme.

Entre 1957 et 1960, le débat au sein du Mouvement Communiste International va s'approfondir et les contradictions entre la ligne marxiste léniniste défendue par le PTA et le PCC, et la ligne révisionniste de Krouchtchev vont s'aiguiser sur plusieurs points essentiels, entre autres sur la question de la nature de l'impérialisme. Krouchtchev prétendait que l'impérialisme avait renoncé ou pouvait renoncer à ses desseins agressifs: il était donc non seulement possible mais indispensable de s'entendre avec lui en vue de créer un «monde sans arme, sans armée et sans guerre». La lutte contre l'impérialisme se transformait en «compétition pacifique des deux systèmes, le système capitaliste et le système socialiste»: c'était la révision des thèses de Lénine sur la coexistence pacifique. Et dans l'intérêt de cette coexistence à tout prix avec l'impérialisme, Krouchtchev préconisait l'abandon de la lutte des classes à l'échelle mondiale, de la lutte révolutionnaire de la libération des peuples et l'arrêt de l'aide des pays socialistes aux peuples en lutte. Krouchtchev, dans le cadre «de l'établissement des relations amicales entre les deux grandes puissances du monde» rencontrait Eisenhower, chef de l'impérialisme US, à Camp David pour de premières discussions en vue de se partager la domination du monde. Et, comme gages de sa bonne volonté, il trahissait la lutte du peuple congolais en votant l'envoi de troupes de l'ONU au Congo, refusait de soutenir la lutte du peuple algérien et ne reconnaissait le GPRA (Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne) qu'au moment où sa victoire lui parut inéluctable. Au cours de la Rencontre de Bucarest, à la Conférence des 81 Partis à Moscou en 1960, le PTA, aux côtés du PCC, démasque avec succès les desseins révisionnistes de Krouchtchev. A la rencontre de Bucarest, ils déjouent le putsch contre-révolutionnaire de Krouchtchev qui voulait profiter de la réunion des 60 PC pour condamner et exclure le PCC. A la Conférence des 81 Partis en Novembre 1960 à Moscou, Enver Hoxha réfute point par point la ligne révisionniste et expose le point de vue du PTA, notamment sur la question de la lutte contre l'impérialisme: «Le PTA estime que l'impérialisme, et au premier chef, l'impérialisme américain, n'a changé ni de peau, ni de nature. Il est agressif, et il demeurera tel, même s'il ne lui reste qu'une dent... Qui ne voit pas cela est aveugle, qui le voit mais le cache est un traître au service de l'impérialisme.» La coexistence pacifique ne veut pas dire renonciation à la lutte des classes, au contraire, elle doit se développer plus avant. Il défend «l'œuvre féconde et impérissable de Staline»: «Qui ne la



le camarade Enver Hoxha à la tête du P.T.A., combattant inflexible contre le révisionnisme moderne.

defend pas est un opportuniste et un lâche». Il renouvelle la condamnation du révisionnisme yougoslave et réaffirme la fidélité du PTA au marxisme-léninisme: «Le droit de dire notre mot nous a été donné par le marxisme-léninisme, et ce droit, personne ne peut nous en priver». Ce discours montre la voie juste à suivre contre les tentatives de division du Mouvement Communiste et ouvrier international et stoppe pour un temps les machinations de Krouchtchev qui est obligé d'accepter une Déclaration, à l'issue de la Conférence, conforme pour l'essentiel aux principes du marxisme-léninisme. Mais les pressions et les chantages de Krouchtchev ne font que s'accroître pour tenter de mettre à genoux le PTA et le soumettre au diktat: arrêt de toute aide économique pour tenter de soulever le peuple albanais contre son Parti; arrêt de toute aide militaire et tentative de colonisation militaire; corruption de membres du Bureau Politique pour saper le PTA de l'intérieur; blocus politique. Krouchtchev utilise comme enjeu contre la République Populaire d'Albanie tout le prestige de l'Union Soviétique, pays de la Révolution d'Octobre, tout le prestige du PCUS, Parti de Lénine et de Staline. Ses pressions étant sans effet, il passe aux calomnies: contre le PTA, traité «d'agent de l'impérialisme», «vendu pour 30 deniers» et finit par rompre les relations diplomatiques, prenant l'initiative et la responsabilité de la rupture de l'unité du Mouvement Communiste International. Dans cette bataille, le socialisme en Albanie, loin de s'effondrer, se renforce, pendant qu'en URSS, Krouchtchev restaure le capitalisme.

A partir de 1961, le PTA refuse toute relation avec le révisionnisme soviétique. Le Vème Congrès du PTA en 1966, dénonce le révisionnisme comme un des principaux ennemis du Mouvement Communiste et ouvrier international. Il ne s'agit plus alors seulement de lutter idéologiquement contre le révisionnisme soviétique mais contre un état capitaliste et impérialiste. La dégénérescence de la clique usurpatrice du Kremlin ne pouvait que s'accroître et entraîner le retour au chauvinisme de grande puissance. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en est la plus brutale manifestation. Le PTA décide après cette agression de se retirer officiellement du Pacte de Varsovie auquel il refusait de participer depuis 1961. C'était condamner publiquement et concrètement le social-impérialisme. Cette lutte aujourd'hui se poursuit contre les visées dominatrices des deux superpuissances: l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique.

Si cette lutte contre le révisionnisme a remporté de tels succès, c'est parce que le PTA dirigé par Enver Hoxha, a su à tout instant forger l'unité d'acier du peuple autour de son Parti, associer étroitement la classe ouvrière et le peuple albanais dans la lutte contre l'ennemi à l'extérieur et à l'intérieur contre toutes les manifestations de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Dans ce combat victorieux, le PTA et le peuple albanais ont montré à tous les peuples du monde la voie à suivre pour la conquête du pouvoir des ouvriers et des paysans et l'édification du socialisme.

Joëlle FECLAZ.

LA MAURITANIE NATIONALISE LA MIFERMA

Le 28 novembre la Mauritanie a décidé de nationaliser la MIFERMA. La MIFERMA exportait 80% de sa production en Europe, dont elle était le 40 fournisseur. L'impérialisme français possédait 56% des actions: soit par l'Etat (24%), soit par Usinor (14,4%), soit par Rothschild et d'autres (17,4%). 39% des actions étaient partagées entre la British Steel Corporation (19%) le groupe italien Finsider (15%), Thyssen (5%). Le gouvernement mauritanien ne possédait que 5%. Les redevances versées à la Mauritanie représentaient 1/3 du budget.

Le minerai mauritanien est de très haute teneur. Son coût de production est d'autant moins élevé que les travailleurs mauritaniens sont mal payés et travaillent dans des conditions de chaleur et de sécurité effroyables. C'est pourquoi, bien qu'il ne constitue que 9% des importations en minerai de la France, il occupe une place importante dans la restructuration et le développement des usines au bord de l'eau qui a commencé dans les années 60.

A partir de 61 la production de minerai lorrain est progressivement réduite. Par contre en Mauritanie une voie ferrée de 650 kms convoyant les trains les plus longs du monde, vers un port créé exprès, est construite pour permettre l'exportation du minerai vers l'Europe, et notamment la France. Usinor s'installe à Dunkerque, de Wendel à Fos, pour profiter de ce minerai à haute teneur et à bas prix, tout en diversifiant leurs sources d'approvisionnement en prévision de «retournements imprévus» dans un des pays où ils s'approvisionnent. Ainsi 20% du minerai consommé par Usinor est mauritanien, qui couvre le reste de ses besoins tant par du minerai français que par des importations du Libéria, du Brésil ou de la Suède.

Le gouvernement mauritanien annonce qu'il poursuivra la fourniture de minerai au même rythme, reconnaît les dettes de la MIFERMA et s'engage à indemniser les actionnaires. Cependant après le départ de la Mauritanie de la zone franc, la rupture des accords militaires franco-mauritaniens, il s'agit d'une nouvelle marque de la volonté de la Mauritanie de s'arracher des griffes de l'impérialisme français.

La nationalisation de la MIFERMA montre que la volonté des peuples du Tiers Monde pour contrôler leurs matières premières est de plus en plus forte et porte des coups sensibles aux pays impérialistes dont la richesse repose à la fois sur le bas prix des matières premières qu'ils pillent dans les pays du Tiers Monde et sur l'exploitation effrénée des ouvriers des métropoles.

Ainsi une nouvelle fois est mise en lumière la solidarité des peuples du Tiers Monde opprimés par l'impérialisme et le social impérialisme, et les travailleurs des métropoles: ils ont le même ennemi, l'impérialisme.

vient de paraître...

REVOLUTION PROLETARIENNE

revue politique mensuelle du PCR(ml)

AU SOMMAIRE DU NUMERO 1
LES TEXTES ET INTERVENTIONS
DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE
DU 3 NOVEMBRE

Passez vos commandes à
REVOLUTION PROLETARIENNE
BP 267 - 75866 - PARIS cedex 18

Prix : 5 Francs (plus port : 1 franc)

Abonnement 1 an 50 F (port compris) CCP La Source 34 504 01

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif.